

Mgr Ramazzini, évêque de S. Marcos - Guatemala, témoigne au parlement européen sur l'impact des mines gérées par les multinationales en Guatemala

(Septembre 2011)



« Je commence à me poser des questions sur l'éthique qui prévaut dans les relations entre l'Europe et les pays en voie de développement. »

Un évêque du Guatemala lance un appel à l'Europe pour qu'elle tienne compte du coût humain et environnemental de l'extraction des matières premières Bruxelles, le 14 septembre 2011 - Monseigneur Ramazzini, Evêque de San Marcos au Guatemala, est à Bruxelles pour informer les décideurs européens de l'impact négatif de l'industrie minière dans son pays, le Guatemala. Cette semaine, les matières premières sont en tête de l'ordre du jour de l'UE, puisque le Parlement européen a approuvé un rapport sur la stratégie européenne pour les matières premières ce lundi 12 septembre.

D'après Mgr Ramazzini, ce sont les habitants des pays pauvres qui paient les conséquences des visées européennes sur les ressources naturelles. Ces visées sont d'ailleurs en contradiction avec les politiques de développement même de l'UE. « Je commence à me poser des questions sur l'éthique qui prévaut dans les relations entre l'Europe et les pays en développement. D'un côté, les Européens aident les pays en développement grâce à la coopération au développement, et d'un autre côté, ils extraient des ressources au détriment des droits humains et de l'environnement », voilà ce que déclarait Mgr Ramazzini ce matin aux représentants de la presse.

Monseigneur Ramazzini soutient les communautés affectées par des mégaprojets dans leur lutte pour que l'Etat et les entreprises minières respectent leurs droits. Dans des pays comme le Guatemala, les bénéfices rapportés par l'or, l'argent et le nickel vont en majorité aux actionnaires, souvent étrangers, en bourse. Face à un manque de volonté politique pour réformer les lois minières afin qu'elles profitent véritablement au pays, la population guatémaltèque ne tire que peu de bénéfices de ces opérations. En effet, elle en paie la facture sous forme de dommages environnementaux et de désagrégation du tissu social et en sort souvent encore plus appauvrie. La terre est de plus en plus chère et rare, l'eau aussi est utilisée de manière disproportionnée par ces mines. Deux missions internationales au Guatemala ont conclu que ces mégaprojets mettent également en danger la sécurité alimentaire. Ceux qui s'opposent à ces mégaprojets sont criminalisés et stigmatisés afin de les décrédibiliser.

Les matières premières se font rares et l'Europe dépend presque entièrement des importations d'autres pays, comme par exemple ceux d'Amérique latine. La nouvelle politique européenne des matières premières a pour objectif de garantir l'approvisionnement de l'UE en matières premières, notamment au travers de mécanismes commerciaux. Dans ce contexte, l'UE vient de conclure des négociations de libre-échange avec l'Amérique centrale, et il ne manque plus que la ratification par le Parlement européen, attendue pour 2012.

APRODEV, Broederlijk Delen, CIDSE, CIFCA et Entraide et Fraternité soutiennent la communauté de San Marcos et d'autres groupes touchés en Amérique latine et en appelle au sens des responsabilités des hommes et des femmes politiques de Bruxelles. « Nous avons d'urgence besoin de règles contraignantes pour les entreprises européennes, pour être certains que leurs opérations à l'étranger ne violeront pas les droits humains. La politique commerciale européenne doit être cohérente avec la politique de développement. L'UE devrait demander aux autorités en Amérique latine, en particulier au Guatemala, qu'elles respectent leur obligation de protéger les militants des droits de l'homme de la criminalisation, lors qu'ils s'opposent de manière pacifique aux mégaprojets », a déclaré Karel Ceule, porte-parole des organisations

[Regardez le message de Mgr Ramazzini](http://www.youtube.com/watch?v=zneq...) [[>http://www.youtube.com/watch?v=zneq...](http://www.youtube.com/watch?v=zneq...)]